

# A PROPOS DES REFLEXIONS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES BANQUES SUR NOTRE COLLOQUE

Paul BOCCARA

**L'**ASSOCIATION Française des Banques (1) consacre la moitié de son Bulletin « Actualité Bancaire » du 14 décembre au colloque sur la sélectivité du crédit organisé par la revue *Economie et Politique* le 3 décembre dernier (2). Cela montre l'audience de nos propositions. Nous considérons comme très positif qu'un dialogue puisse ainsi se poursuivre de façon responsable. Alors que les media font le silence ou déforment les propositions des communistes, la gravité de la situation nécessite en effet un débat approfondi.

Cela dit, l'A.F.B. émet un certain nombre de réflexions critiques, et l'on nous permettra de revenir à notre tour sur cette discussion qui n'intéresse pas seulement les spécialistes mais l'ensemble des travailleurs.

## *responsabilité de qui ?*

① Les responsables de l'A.F.B. insistent en premier lieu sur la **responsabilité** des pouvoirs publics dans le domaine de la politique monétaire, économique et de crédit. (« Dans le domaine de l'activité internationale ce ne sont pas les banques qui décident des caractéristiques de la sélectivité du crédit »). Il est vrai que le gouvernement est responsable au niveau de la politique économique, monétaire et de crédit qu'il édicte. Mais il n'est pas le seul à être responsable.

Chacun est responsable pour sa part. Ce serait faire injure aux banques que de croire qu'elles ont un comportement passif, donnant simplement leur avis. Les banques sont en fait extrêmement actives. Et le patronat, également, est en première ligne des responsabilités avec la pression qu'il organise sur le gouvernement et sur les banques. Les travailleurs pour leur part aussi sont responsables, dans la mesure où ils peuvent ne pas laisser les choses se dérouler sans leur propre intervention.

## *gravité de l'endettement*

② La deuxième réflexion de l'A.F.B. fournit justement un exemple de la part de responsabilité des banques. « Actualité Bancaire » reconnaît, ainsi que nous l'avons exposé au colloque, que le poste intérêts, dividendes et revenus du capital de la balance des paiements sera négatif en 1983. C'est-à-dire que les intérêts, dividendes et revenus nets du capital versés par des résidents français à l'étranger sont supérieurs à ceux perçus de l'étranger. Cela montre la **gravité de l'endettement** des entreprises françaises. Mais les responsables de l'A.F.B. déclarent qu'en ce qui concerne les banques elles-mêmes, la balance connaît un solde positif bien qu'en diminution. Mais peut-on

ainsi séparer les banques de l'économie nationale ? En effet, pourquoi les grandes sociétés françaises, les grandes sociétés nationalisées comme E.D.F., ou des sociétés publiques ou parapubliques comme le Crédit National ou la Caisse des Télécommunications ont-elles été poussées depuis de nombreuses années (sous Giscard d'Estaing) à s'endetter considérablement à l'étranger et continuent-elles à le faire ? Sinon parce que les énormes sorties de capitaux de la France entraî-

(1) Association professionnelle regroupant les banques inscrites et présidée par M. J. Dromer.

(2) *Economie et Politique*, janvier 1984.

nent un déficit de la balance des paiements. Or ces sorties sont très activement encouragées par les banques, qui y trouvent sans doute un intérêt financier. Mais les grandes sociétés doivent

compenser ces sorties par un endettement national. Celui-ci atteint maintenant une cote d'alerte ainsi que le montrent les données reconnues par l'A.F.B.

## *crédits à l'exportation*

③ Dans son argumentaire l'A.F.B. défend, d'ailleurs, **les sorties de capitaux**, tous les investissements à l'étranger ainsi que tout le développement des crédits à l'exportation, au nom de la défense et de l'essor de l'économie (« par le développement des crédits à l'exportation... les banques prennent des risques au profit de l'économie » ; « les investissements français à l'étranger que les banques facilitent, contribuent à l'essor de l'économie »).

Contrairement à ce que suggère l'A.F.B., nous avons déjà dit expressément qu'il n'était pas du tout question pour nous de fermer les crédits à l'exportation. Ce qui est en cause c'est leurs excès, leur caractère incontrôlé ainsi que les effets négatifs sur la balance des paiements, sur l'endettement extérieur, et sur le développement de l'économie nationale de ces excès.

Les crédits à l'exportation sont des crédits superprivilegiés. Cela encourage une spécialisation des entreprises françaises sur des créneaux étroits à l'exportation avec des facilités qui désresponsabilisent les entreprises (ces crédits bénéficient de garanties publiques en cas de non remboursement). Cela entraîne une fragilité des exportations et la tendance à augmenter la mise. Cette spécialisation nous désarme face aux im-

portations qui deviennent excessives, elles-mêmes aidées par le crédit. On a cité au colloque des exemples, comme celui de la « Générale de Fonderie ». Si bien que globalement les effets tendent à devenir négatifs sur la balance commerciale. Les résultats de la balance commerciale en 1983, s'ils sont moins mauvais qu'en 1982, sont toujours très déficitaires (— 104,9 milliards de francs CAF/FAB et — 43,4 milliards FAB/FAB). En outre ils sont fondés sur des facilités provisoires du taux de change, sur l'opposition du freinage français à la reprise des grands pays capitalistes, reprise qui s'annonce contradictoire et précaire.

Mais il faut surtout considérer la balance des paiements au-delà de la balance commerciale, c'est-à-dire les mouvements des capitaux et aussi l'endettement. Si les crédits à l'exportation sont remboursés cela va. Mais sinon ce sont des sorties pures et simples de capitaux qui entraînent un déficit de la balance des paiements, tout en rendant difficile la poursuite des échanges de la part de nos partenaires endettés. En outre, ces sorties nous obligent à nous endetter nous-mêmes, nous rendent financièrement dépendants, encourageant la spéculation sur le dollar et contre le franc.

## *investissements de capitaux à l'étranger*

④ Les **investissements** de capitaux à l'étranger, reconnaît l'A.F.B., l'emportent nettement sur les investissements en France. Cela entraîne un déficit de la balance des paiements avec les conséquences négatives de l'endettement, et par ailleurs des ressources considérables sont ainsi perdues pour la modernisation et le développement de l'emploi qui constitueraient une base beaucoup plus solide du rayonnement de la France. L'A.F.B. parle à ce propos de « retombées stratégiques » en donnant l'exemple de l'automobile. Mais justement Peugeot a fait d'énormes investissements à l'étranger. Il a dépensé plusieurs centaines de millions de dollars pour acheter Chrysler-Europe au lieu de moderniser. Les retombées sont l'endet-

tement et les difficultés de Peugeot, ses licenciements en France, à cause notamment des exigences de ses productions en Angleterre et en Espagne. Si ceux qui dominent l'entreprise ou les banques peuvent trouver profitable ce genre d'activité, il s'effectue au détriment de la modernisation et de la croissance de l'emploi efficace en France.

Alors que les tendances antérieures se poursuivent malgré les tentatives de changement du gouvernement, il faut utiliser autrement les ressources financières des banques, des institutions financières, des entreprises, de l'Etat aussi bien sur le plan du développement intérieur que dans des relations extérieures actives en développant un autre type de coopération internationale.

## *croissance financière, dollar, conjoncture internationale*

⑤ Il s'agit de la question décisive des prélèvements de la **croissance financière**. Dans le cadre de la crise de rentabilité de la production réelle, qui résulte du jeu des critères de rentabilité

financière entraînant le gâchis des capitaux matériels et des travailleurs, les capitalistes, les entreprises cherchent à faire du profit financier au détriment du développement de l'emploi et même

de l'investissement productif, par des achats de devises, de dollars, en spéculant contre le franc par des achats de valeurs, des achats de sociétés en France et à l'étranger, au lieu d'augmenter la production et de moderniser. Les banques françaises sont extrêmement actives dans tous ces placements. Le brillant de leur croissance internationale fait partie de tout ce gonflement négatif de la recherche de croissance financière au lieu de la croissance réelle. Croissance qui se déverse à l'extérieur. Il convient aussi de considérer le rôle croissant d'intermédiaire international des banques françaises (pour les opérations d'intermédiation en 1982, 22 milliards de prêts supplémentaires, 18 milliards d'emprunts obligataires en plus, 7 milliards de plus d'emprunts à court terme). Cela leur rapporte des profits, mais les engage dans des opérations qui peuvent être lourdes et risquées, sont en bonne partie sans rapport avec les besoins internationaux de l'économie française.

Cette croissance financière constitue la base de la **pression du dollar**. Le dollar jouit du privilège de monnaie internationale sur le dos de l'économie mondiale. L'émission de dollars, de papier dollar par les Etats-Unis et les banques U.S. constitue un véritable impôt prélevé sur les peuples, par l'intermédiaire notamment de l'inflation. La hausse des taux d'intérêt et la hausse du dollar qu'elle provoque, tout en bénéficiant aux Etats-Unis, alourdissent encore cet impôt (3).

Ces contraintes ne sont pas fatales. Des mesures graduelles sont possibles et nécessaires en France et dans les autres pays pour renverser progressivement ces conditions financières et monétaires internationales qui nous enfoncent dans la crise, au lieu de pratiquer une sorte de fuite en avant. Pour certains, la hausse du dollar serait finalement « bonne à prendre ». Les investissements aux Etats-Unis sont accrus en vue de « faire du dollar » et des gains de change. La hausse du dollar faciliterait en outre les exportations de marchandises. En fait c'est aussi bon que de prendre une drogue. C'est un doping illusoire de nos exportations et de nos profits financiers, une drogue qui tend à saper en profondeur notre

développement national. Ces exportations et ces profits financiers facilités sont précaires au lieu de se fonder sur la modernisation et le développement de l'industrie nationale. Cela aggrave les pertes de capitaux et l'endettement de la France. On se retrouvera ensuite dans des difficultés aggravées pour l'économie française, y compris pour exporter. Cela pourrait pousser à encore plus d'endettements ruineux en dollars, comme un drogué qui paie de plus en plus cher parce qu'il est en situation de « manque ».

La **conjoncture de l'économie internationale** ne doit pas faire illusion. La reprise internationale, en premier lieu aux Etats-Unis, est liée entre autres à cette attraction de capitaux aux U.S.A. Elle se réalise largement sur le dos des travailleurs surexploités et des peuples. Les grands groupes des Etats-Unis et avec eux ceux des autres pays capitalistes ressemblent à ces gens qui lorsqu'un bateau s'enfonce dans la mer tentent de ne pas se noyer en piétinant les autres. La reprise est extrêmement contradictoire, inégale et précaire. Les pays en voie de développement sont dans une situation financière désastreuse. Le chômage continue de croître dans le monde capitaliste malgré la reprise. Aux Etats-Unis, la reprise sensible de l'emploi ne leur permet que d'atteindre un pourcentage de chômage par rapport à la population active comparable à celui de la France. La droite, le patronat prônent cet exemple. Mais cette croissance qui s'établit par des mesures contre les peuples et le développement des travailleurs, va déboucher dans quelque temps sur une perspective de surproduction massive et d'aggravation de la situation économique dans le monde capitaliste.

Le courage c'est de développer des efforts plus hardis dans la voie de renouvellement ouverte en 1981, malgré toutes les pressions internes et externes qui maintiennent et amplifient les anciennes tendances au plan financier. Nous devons prendre les mesures que de toute façon il faudra bien prendre un jour si nous voulons sortir la France de la crise de structure, si nous voulons contribuer à l'issue au plan international pour tous les peuples.

### *image de marque des banques, pays en voie de développement*

③ Le Bulletin de l'A.F.B. évoque dans ses réflexions d'une part la nécessité de préserver la bonne image de marque internationale des banques françaises et, d'autre part, leur rôle positif vis-à-vis des **pays en voie de développement**. (« Les banques françaises jouent un rôle dans la coopération économique avec les pays en voie de développement »). Mais faut-il persévérer dans une voie si elle est dangereuse, et faire taire les critiques au nom de l'image de marque d'aujourd'hui, sans penser à temps à celle de demain ? En ce qui concerne les pays en voie

de développement, plutôt que de décerner ainsi un brevet de conduite exemplaire aux banquiers, qui a quelque chose d'irréel au regard de la situation de la plupart de ces pays, il vaudrait mieux, à notre avis, reconnaître lucidement tout ce qui ne va pas et la nécessité le plus souvent de changer graduellement le type de relation... C'est difficile certes, mais il serait beaucoup plus coûteux de poursuivre dans la voie qui est celle →

(3) Cf. « La guerre du billet vert contre les peuples ». P.B. Economie et Politique, septembre 1983.

de l'endettement monstrueux de ces pays. Nous avons une masse de créances douteuses pour des crédits à l'exportation dans ces pays que l'on tend à enfoncer, à étrangler, au lieu de les aider à se développer réellement en s'émancipant de leurs dépendances. Une telle situation réclame de très grands changements. Ce n'est pas une utopie, c'est une nécessité absolue.

Il convient de chercher à promouvoir ici et là-bas une croissance réelle par une coopération d'intérêt mutuel. Cela suppose certes une action au plan international, au niveau du F.M.I. et des financements internationaux, niveaux auxquels le gouvernement français a émis des protestations. Mais cela suppose aussi des actions partout où l'on peut agir sans attendre. En France, nous pouvons agir dans nos relations avec les pays en voie de développement, mais aussi avec les pays d'Europe occidentale et avec les pays socialistes qui, tous à des degrés divers, ont à souffrir des effets de la croissance financière et

de la domination financière du dollar. Il s'agit par exemple de développer des co-productions développant des **deux côtés** la production et l'emploi, et favorisant des débouchés **réiproques** et donc durables, en répartissant mieux les frais de recherche, de développement et de formation. Certes, des efforts ont commencé à être entrepris dans cette direction (comme avec l'Inde et l'Algérie) mais on peut faire beaucoup mieux et plus systématiquement.

Tout cela suppose une autre orientation de nos ressources financières, visant le développement national et d'autres coopérations.

Nous pouvons chercher à dissuader les sorties de capitaux au détriment de la croissance réelle et de l'emploi, par une autre action des banques et par des mesures fiscales comme une taxation (taxation que nous avons proposée dès juillet 1981 ainsi qu'au colloque, et dont M. Delors vient après M. Papaandréou d'évoquer l'éventualité).

## *financement de l'emploi et autres critères de sélectivité*

⑦ Il est tout à fait remarquable enfin que les réflexions de l'A.F.B. mettent en avant la partie du débat qui a été menée sur l'activité internationale des banques françaises, mais laissent de côté tout ce qui a été dit au cœur du colloque sur la croissance financière en France, sur le **financement de l'emploi**, sur l'utilisation d'**autres critères de sélectivité** en concurrence avec les critères de rentabilité financière. Ce silence fait problème étant donné la responsabilité des banques nationalisées vis-à-vis de la production nationale. Mais il n'est peut-être que provisoire.

La question décisive concernant le financement et les banques, c'est le financement de l'emploi efficace national opposé aux gâchis financiers, aux fuites de la croissance financière et aux fuites extérieures.

Dans ces gâchis se trouvent les moyens potentiels d'agir tout de suite, de développer l'emploi en quantité et en qualité, ici et maintenant. On évoque la nécessité de la modernisation industrielle et des mutations technologiques pour justifier les licenciements et la diminution de l'emploi industriel qui préparerait l'emploi d'après-demain. Mais l'on fait ainsi silence sur des questions essentielles : sur les coûts énormes des gâchis financiers à tous les niveaux (depuis celui de l'entreprise qui est fondamental) sur le fait que les emplois efficaces créent des richesses nationales réelles et les ressources en croissance de la modernisation, sur la nécessité d'étaler les coûts fixes de la recherche, du développement, de la formation de masse avec des emplois productifs les plus importants possibles, sur le carac-

tère crucial de la participation des travailleurs et des populations des régions à la modernisation que l'on n'obtiendra pas en les déstabilisant gravement.

Nous avons pu noter que de 1973 à 1983 les versements de dividendes pour les entreprises aux ménages représentent 2,28 fois les apports nouveaux de capitaux de ces actionnaires. Et en 1981 l'investissement en capital productif total ne représente même pas 40 % de la somme de l'investissement productif et financier des sociétés et de leurs versements financiers.

Mais il ne s'agit pas seulement de financer l'investissement productif ou que l'Etat aide au financement des machines pour faire des licenciements, cependant que les capitalistes et les entreprises utiliseraient d'autres fonds à la croissance financière. Il faut une priorité au financement de l'emploi en quantité et qualité, c'est-à-dire prendre de front à tous les niveaux de responsabilité les gâchis de la croissance financière tout en développant la modernisation des matériels et des procédés.

Face à toutes ces questions, les communistes ne se contentent pas d'évoquer la responsabilité du patronat, des banques, du gouvernement. Ils font des propositions, prennent des initiatives, appellent les travailleurs à intervenir dans les entreprises, dans les cités et les régions. En développant l'emploi en quantité et en qualité, on crée en effet les ressources, les agents, les débouchés d'une modernisation massive, hardie et finalement réussie.

**P. B.**